

Mais en même temps qu'on scrutera avec tout le soin possible le mode d'application du principe du libre-échange intrainpérial, il faudra voir à ce que nos délibérations soient réglées par le facteur temps. Si jamais ces modifications doivent prendre corps dans nos relations économiques, elles devront le faire sans temporisation injustifiable.

Il aurait proposé ensuite, "si nous approuvons le principe", de constituer des comités chargés d'étudier, avec toute la célérité possible et sans rien négliger, les questions touchant l'application de ce principe. Puis le premier ministre de Grande-Bretagne aurait dit:

J'ai de bonnes raisons de croire que, quelle que soit la nature des modifications à apporter au système général que la Grande-Bretagne aura à proposer, ces modifications seront couchées dans leur forme définitive d'ici six mois. J'imagine que tous, vous pouvez apporter la même célérité.

Suivrait une invitation à une conférence convoquée à Londres à une époque peu avancée de cette année, et enfin cet avertissement final:

Je viens de déclarer que le temps est venu d'épouser la doctrine d'une association économique intrainpériale de plus en plus étroite si nous ne voulons pas laisser échapper l'occasion sans espoir de jamais la voir revenir. Car une fois évanouie, il serait vain d'imaginer que les ententes d'une existence plus précaire entre les parties de l'empire pourraient lui survivre, et dans ce cas nous verrons surgir à l'horizon un jour où il nous faudra batailler pour avoir notre place au soleil des marchés interimpériaux contre les nations du monde entier, privés de cet avantage qu'il serait de notre intérêt individuel de nous assurer et de conserver.

Pour moi, la chose ne peut seulement s'imaginer. En effet, notre idéal est le même, et je fais appel aux représentants nationaux ici réunis en conférence, pour qu'ils oublient, individuellement, les divergences qui, dans leur esprit, pourraient s'opposer à la réalisation de ce système de construction du bloc impérial grâce auquel nous pouvons tous marcher vers un état de vie nationale de plus en plus prospère.

J'attends votre décision avec confiance...

Je vous le demande, monsieur l'Orateur,—et le silence de mes honorables amis de la droite est pour moi plus éloquent que tous leurs discours ou que tous leurs applaudissements,—je vous le demande, monsieur l'Orateur, que serait-il arrivé si M. Ramsay MacDonald était venu dans notre pays et avait parlé sur ce ton à notre premier ministre et à son gouvernement? Je pense bien que nous aurions assisté à une explosion sans précédent. Mon très honorable ami n'aurait rien enduré de tel, et la population de notre pays aurait ressenti avec lui l'injure. Mais quand on songe que ceci a été fait dans le but avoué de trouver un débouché en Grande-Bretagne pour le blé canadien, il est impossible de concevoir comment mon très honorable ami a pu penser qu'il

allait réussir avec un pareil procédé. Supposons que je sois allé à la conférence et que j'y aie fait des déclarations de ce genre. (*Exclamations.*)

Je ne m'étonne pas de ces exclamations de mes honorables amis de la droite. Si j'avais parlé comme l'a fait le très honorable premier ministre à cette conférence, tous les députés ministériels se seraient rendus sur le littoral de l'Atlantique pour m'empêcher de débarquer. Ils auraient tous protesté en chœur.

Parlons sérieusement. Je le demande à la Chambre, la nature humaine est-elle différente en Angleterre de ce qu'elle est ici? Le peuple de Grande-Bretagne est-il moins sensible à la façon dont on l'aborde que le peuple canadien? La nation anglaise a maintenu une attitude fort réservée en apprenant ce qu'avait dit mon très honorable ami, attitude bien différente de ce qui se serait produit ici en pareille circonstance. Mais il ne faut pas nous laisser tromper par cette discrétion du peuple britannique. On a agi ainsi par courtoisie, en considération des relations qui doivent exister entre les diverses parties de l'empire et dans le but d'aider à les maintenir. On ne saurait aucunement y voir une espèce d'acquiescement aux propositions de notre premier ministre, ou à ses procédés.

Je l'ai dit cet après-midi, la conduite de mon très honorable ami ne me paraît nullement se rattacher à la vente du blé canadien en Grande-Bretagne. La seule explication qui s'offre à mon esprit, étant donné ce que je connais de la mentalité de mon très honorable ami, c'est qu'il voulait voir refuser cette offre, et cela pour des raisons qu'il est le plus en mesure de connaître. Était-ce qu'il croyait travailler ainsi à assurer l'unité économique de l'empire? Je l'ignore. Mais, chose notoire, on soupçonne fortement que mon très honorable ami n'est pas sympathique au gouvernement travailliste de la Grande-Bretagne, qu'il préférerait y voir le parti conservateur au pouvoir. Quelques-uns ont imputé la conduite de mon très honorable ami au fait qu'il devenait, en secret ou ouvertement, à votre gré, un allié du parti politique qui, en Grande-Bretagne, prêche des principes à peu près semblables aux siens, qu'il désire créer des préventions contre le gouvernement travailliste et le mettre dans une posture telle qu'il paraîtra avoir décliné l'offre du Canada, d'avoir rejeté un principe aussi simple que celui de la préférence, et ainsi de suite. Cette opinion s'est fort répandue. Je ne la partage pas. (*Exclamations.*) Je puis me tromper. Après tout, mes honorables amis comprennent mieux l'esprit tory que moi. Ils se sont sûrement trahis par cette interruption. Au public de tirer ses propres conclusions, monsieur l'Ora-